

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 10 août 2017

Monsieur Philippe Lacasse
Conseiller en développement industriel
Direction des produits industriels
Ministère de l'Économie de la Science et de l'Innovation
710, place D'Youville, 5^e étage, bureau 5.13
Québec (Québec) G1R 4Y4

Monsieur,

Pour donner suite à votre demande de collaboration en date du 1^{er} août dernier, nous vous transmettons notre avis quant au projet de prolongation des activités du Centre d'Électrolyse Ouest (CEO) jusqu'en 2025. Cet avis se base sur l'analyse de la Direction de la Santé publique (DSPublique) du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

À la lecture des documents transmis, nous comprenons que la compagnie RioTinto Alcan (RTA) souhaite exploiter le CEO de son usine d'Arvida pendant cinq années supplémentaires soit jusqu'en 2025. Ce centre devait initialement fermer ses portes au plus tard le 31 décembre 2014 du fait de ses équipements d'épuration d'air vieillissants, mais a reçu une première autorisation à opérer jusqu'en 2020. La poursuite des activités jusqu'en 2025 engendrera une augmentation de pollution qu'il est proposé de compenser par la construction d'un centre de traitement des gaz permanent pour épurer la charge de deux épurateurs humides.

Nous constatons que la solution préconisée ne permettrait qu'une légère amélioration de l'exposition des populations limitrophes aux polluants atmosphériques, en particulier les PM_{2,5} alors que celle-ci est considérée aujourd'hui comme préoccupante d'un point de vue de santé publique. Si nous sommes particulièrement sensibles aux enjeux de perte d'emploi qui pourraient résulter de la fermeture du CEO, nous sommes d'avis qu'une nouvelle autorisation de prolongation d'opération devrait être assortie de mesures menant à une amélioration significative des émissions atmosphériques et non à une situation comparable au *statu quo*. Une telle amélioration pourrait être atteinte par la mise en œuvre de deux CTG en remplacement de quatre épurateurs.

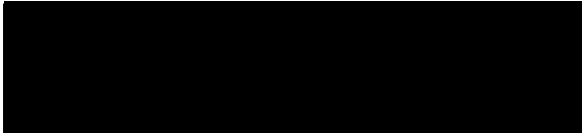
...2

Par conséquent, nous recommandons que cette solution soit évaluée plus en détail, à la lumière de ses bénéfices environnementaux ainsi que sanitaires et non uniquement d'un point de vue purement économique. L'adoption de cette alternative démontrerait ainsi une volonté forte d'inscrire les activités du complexe Jonquière dans une démarche d'amélioration continue au bénéfice de la communauté.

Vous trouverez plus de détails dans l'avis de la DSPublique ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur de la protection de santé publique,



Yves Jalbert, M.D., M.Sc, MBA

YJ/PGR/se

- c. c. Donald Aubin, directeur de santé publique, Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- p. j. Avis sur le rapport Prolongation des activités du CEO jusqu'en 2025 rédigé par SNC-Lavalin pour le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation